

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Arrêté du 23 mars 1988 portant modification de l'arrêté du 16 juillet 1985 modifié créant le brevet professionnel Employé de banque

NOR : MENL8800442A

Le ministre de l'éducation nationale,
Vu le code de l'enseignement technique ;
Vu le code du travail, et notamment son livre IX ;
Vu la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique ;
Vu la loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 relative à l'apprentissage ;
Vu le décret n° 72-279 du 19 avril 1972 relatif à l'homologation des titres et des diplômes de l'enseignement technologique ;
Vu la loi n° 79-332 du 25 avril 1979 modifiée portant réglementation générale des brevets professionnels ;
Vu l'arrêté du 25 juillet 1980 fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel ;
Vu l'arrêté du 16 juillet 1985 créant le brevet professionnel Employé de banque ;
Vu la commission professionnelle consultative compétente,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'annexe I de l'arrêté du 16 juillet 1985 créant le brevet professionnel Employé de banque est modifiée conformément à l'annexe I jointe au présent arrêté en ce qui concerne l'épreuve écrite : économie et technique bancaire de l'unité de contrôle III.

Art. 2. - L'annexe II de l'arrêté du 16 juillet 1985 créant le brevet professionnel Employé de banque est remplacée par l'annexe II jointe au présent arrêté en ce qui concerne le programme d'examen.

Art. 3. - L'annexe III de l'arrêté du 16 juillet 1985 est abrogée et remplacée par l'annexe III jointe au présent arrêté en ce qui concerne la liste des diplômes délivrés par le ministre de l'éducation nationale et des titres et diplômes homologués par la commission d'homologation de niveau V et de niveau supérieur permettant de s'inscrire à l'unité de contrôle terminale du brevet professionnel Employé de banque après deux ans d'exercice professionnel.

Art. 4. - L'annexe IV de l'arrêté du 16 juillet 1985 est abrogée et remplacée par l'annexe IV jointe au présent arrêté en ce qui concerne la liste des diplômes permettant aux candidats d'être dispensés de l'unité de contrôle I.

Art. 5. - Les dispositions du présent arrêté et ses annexes entreront en vigueur à compter de la session d'examen de 1988 (1).

Art. 6. - Le directeur des lycées et collèges et les recteurs sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mars 1988.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des lycées et collèges,
M. LUCIUS

(1) L'arrêté et les annexes I, III et IV seront publiés au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale et diffusés par le C.N.D.P., 29, rue d'Ulm, 75230 PARIS CEDEX 05.

Arrêté du 24 mars 1988 fixant le nombre d'emplois à pourvoir au titre des conditions exceptionnelles d'accès au corps des instituteurs pour l'année 1987

NOR : MENF8800368A

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, en date du 24 mars 1988, un recrutement exceptionnel dans le corps des instituteurs est ouvert au titre de l'année 1987, en application du décret n° 84-383 du 21 mai 1984.

Le nombre d'emplois à pourvoir est fixé à soixante.

La répartition des emplois entre les départements est arrêtée par les recteurs d'académie dans les conditions prévues par le décret du 21 mai 1984 précité.

Arrêté du 24 mars 1988 portant création d'une quatrième option Gestion et entretien de la petite exploitation rurale et d'une cinquième option Gestion et entretien en milieu marin du certificat d'aptitude professionnelle au développement

NOR : MENL8800454A

Le ministre de l'éducation nationale,
Vu le code de l'enseignement technique ;
Vu le code du travail, et notamment son livre IX ;
Vu la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique ;
Vu la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation ;
Vu la loi de programme n° 85-1371 du 23 décembre 1985 relative à l'enseignement technologique et professionnel ;
Vu le décret n° 72-279 du 12 avril 1972 modifié relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ;
Vu le décret n° 72-607 du 4 juillet 1972 relatif aux commissions professionnelles consultatives ;
Vu le décret n° 76-1304 du 28 décembre 1976 relatif à l'organisation des formations dans les lycées ;
Vu l'arrêté du 17 mars 1983 portant création du certificat d'aptitude professionnelle au développement ;
Sur proposition du directeur des lycées et collèges,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La liste des options du certificat d'aptitude professionnelle au développement figurant à l'article 2 de l'arrêté du 17 mars 1983 susvisé est complétée par une quatrième option Gestion et entretien de la petite exploitation rurale et par une cinquième option Gestion et entretien en milieu marin.

Art. 2. - L'annexe I de l'arrêté du 17 mars 1983 susvisé est complétée conformément à l'annexe I du présent arrêté (1).

Art. 3. - La liste des modules de contrôle requis pour l'obtention des options Gestion et entretien de la petite exploitation rurale et Gestion et entretien en milieu marin et leur contenu figurent en annexe II du présent arrêté (1).

Art. 4. - Le directeur des lycées et collèges est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mars 1988.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des lycées et collèges,
M. LUCIUS

(1) L'arrêté et ses annexes pourront être consultés auprès du C.N.D.P., 29, rue d'Ulm, 75230 PARIS CEDEX 05, qui en assurera la diffusion dans les territoires d'outre-mer.

Arrêté du 24 mars 1988 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels non titulaires des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale

NOR : MENA8800468A

Le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 relatif au statut et au fonctionnement de l'union des groupements d'achats publics ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale, modifié par le décret n° 88-11 du 4 janvier 1988 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat, pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la circulaire du 9 mars 1976,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après, délégation permanente de pouvoirs du ministre de l'éducation nationale est donnée, dans les limites respectivement fixées aux articles 2